



## Préparons la Grève interprofessionnelle !

Par Stéphane Renaud, Secrétaire Général

**Nous étions près de 6000 militants rassemblés ce mercredi 29 janvier dans la Halle Freyssinet !!!**

Pourtant vaste et toute en longueur, cette salle impressionnante s'est remplie rapidement de milliers de camarades déterminés à ne plus accepter la cure drastique d'austérité imposée par un gouvernement qui désormais ne fait plus semblant !

Car il faut le dire haut et fort : les mesures qui s'accumulent depuis plus d'un an sont d'une sévérité extrême avec de surcroît la particularité de ne s'abattre que sur les salariés, les jeunes, les retraités et les chômeurs. C'était déjà dur hier, ce sera intenable demain !

### **LE MEDEF EXIGE, LE GOUVERNEMENT ACCORDE**

Avec le Pacte dit de Responsabilité, la pression monte ainsi encore d'un cran. Car il s'agit tout simplement d'accompagner dans un bel élan corporatiste le désossage en règle de notre état providence. Un ancien Responsable du Medef (Dennis

Kessler) avait d'ailleurs annoncé, il y a quelques années de cela, qu'il fallait en finir une bonne fois pour toute avec tous les acquis portés par le Conseil National de la Résistance : la Sécu, pour faire simple. Aujourd'hui nous y sommes avec la bénédiction de la Troïka\* et de notre Président, qui en bon disciple zélé de l'austérité s'empresse de donner des gages à ses propres donneurs d'ordre : \*Commission Européenne, FMI et Banque Centrale. Et la facture enfle tranquillement à vue d'œil : après les 20 milliards d'euros de crédit d'impôts compétitivité (sans aucune contrepartie ou contrôle), l'ardoise gonfle encore au profit des employeurs avec la suppression des 35 milliards d'euros de cotisations de la branche famille.

Mais le Pacte de Responsabilité, c'est aussi le pari truqué de lancer une pièce en l'air avec l'espoir que celle-ci retombe du côté des demandeurs d'emploi. Le côté « face », initié par le Medef, consiste à parler d'un pacte de confiance. Le côté « pile » en guise de réponse du gouvernement, devient le pacte de responsabilité. Le Medef exige,



le gouvernement accorde et le plus grand nombre subit... Tout le reste relève à la marge d'éléments de langage partagés. Un pacte de responsabilité pour lequel les contreparties sont tellement grotesques qu'il paraît presque indécent de s'y arrêter. Un million d'emplois ! Pas seulement un slogan mais aussi un pin's qu'arbore fièrement les responsables du Medef en guise de provocation suprême. Qui peut croire un seul instant de telles promesses ? Certainement pas ceux qui déjà passent aux tiroirs-caisse de l'état réclamer leurs lots d'exonérations et qui viennent en plus nous expliquer sans complexe qu'il faudrait faire encore plus d'efforts pour devenir compétitifs ! Et encore moins ceux qui nous gouvernement, jamais à court d'une couleuvre à avaler et qui dans le cas présent s'apprêtent, avec l'air d'y croire, à digérer un véritable boa constrictor !

### **LA PENSEE UNIQUE AU SERVICE DE L'AUSTERITE**

Précédemment, nous avons déjà eu le Pacte « Bretagne », porté lui-même dans ses soubassements par des revendications identitaires peu compatibles avec les principes de notre République. A savoir, le morcellement égoïste et quasi-ethnique de la nation au profit d'intérêts particuliers patronaux. C'est en quelque sorte déjà le droit à l'expérimentation « locale », avec son cortège d'atteintes aux lois de la République en terme d'égalité de traitement des citoyens.

Mais derrière cette mauvaise farce jouée





*Ci-dessus : la délégation haut-savoyarde présente Halle Freyssinet*

par un gouvernement qui reste droit dans ses bottes, se profile également une menace plus sourde, plus insidieuse et au final très dangereuse pour l'avenir même de notre démocratie. Et cette menace porte un nom : la pensée unique ! (au service de l'austérité).

Car en Démocratie, il existe la possibilité de ne pas être d'accord. Nous avons légitimement le droit de refuser les fausses évidences. C'est qui est pour nous à FO, le minimum syndical ! Car non, nous n'avons pas l'obligation de devoir partager, tant le diagnostic que les solutions imposés, pour sortir de la crise actuelle. Il n'y a pas une méthode unique, celle d'une « politique de l'offre » d'inspiration ultra-libérale et qui devrait s'imposer à tous comme la seule

voie possible. Il suffit d'ailleurs d'observer ce qui se passe dans la plupart des pays européens.

Recul des droits, précarité, chômage de masse, pouvoir d'achat en chute libre, tout cela au bénéfice de ceux à qui profite le crime, à savoir les marchés financiers. Cette politique a donc échoué, échoue et continuera d'échouer tant elle est contraire aux intérêts et besoins des peuples.

Inversement, la démocratie dans son essence consiste à confronter les points de vue, à échanger de façon contradictoire, à remettre en cause ses propres modèles économiques, voire à ne pas être d'accord du tout. Nier l'avis de l'Autre, imposer sa pensée comme unique, rester sourds aux

intérêts légitimes du plus grand nombre et s'enfermer dans une vérité qui relève avant tout de la posture, alimente dangereusement les poussées les plus extrémistes, les courants les plus crasses de la réaction. C'est ce que nous avons vu et entendu un certain dimanche de janvier, requalifié en journée de colère. C'est la suite encore plus violente des bonnets rouges mais c'est aussi la continuité d'un mouvement profondément anti-républicain, anti-laïque et anti-syndical.

Il y a donc danger et il nous appartient au nom du syndicalisme libre et indépendant de proposer autre chose au salariat, à commencer par une mobilisation nationale forte et revendicative le 18 mars prochain. Cette journée d'action et de grève, qui doit avant tout servir à contrer l'offensive sans précédent que subit la Sécurité Sociale, doit également servir de point d'appui pour organiser plus largement la mobilisation de tous les salariés contre la politique d'austérité imposée par l'actuel gouvernement. C'est le moment de converger pour dire STOP ! Non à la régression, non à l'austérité, OUI au progrès social !

**Préparons dès maintenant la grève interprofessionnelle. A FO, nous y sommes prêts !**



# LE 18 MARS, SE FAIRE ENTENDRE !

## GREVE, MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENTS

